

Un jeune Français émigré à Sion de 1792 à 1798: Casimir de Montvalon

Claude-Alain SARRE

Deux siècles ont passé depuis la prise et le sac de la ville de Sion le 17 mai 1798 par l'armée franco-vaudoise commandée par le général français Lorge. Plusieurs historiens ont présenté leurs analyses sur les événements qui ont marqué tout le premier semestre de l'année 1798 dans le Valais avant d'aboutir à cette dramatique conclusion¹. L'auteur de cet article voudrait proposer un éclairage nouveau, dans l'espoir de compléter les documents et les travaux déjà connus.

En effet, les hasards de la recherche m'ont fait découvrir à Aix-en-Provence un manuscrit inédit qui permet de mieux connaître la vie d'une famille de nobles français émigrés à Saint-Maurice, puis à Sion, entre la fin de l'année 1792 et le printemps 1798, et qui a l'intérêt de présenter le point de vue d'un jeune Français ayant vécu cette période importante de l'histoire du Valais et de sa capitale.

La famille de Montvalon avant son arrivée dans le Valais

Il convient d'abord de présenter les origines du jeune émigré, Casimir de Barrigue de Montvalon (1774-1845), connues grâce à un *Livre de raison* qu'il a tenu à partir des années 1820 et que ses descendants directs m'ont permis de consulter².

¹ Je me référerai assez souvent à l'ouvrage d'André DONNET *La révolution valaisanne de 1798*, 2 vol., (*Bibliotheca Vallesiana*, n^{os} 17 et 18), Martigny/Lausanne, 1984.

² C'est un livre de 385 pages (22 cm sur 34 cm), reliure parchemin, dans un bon état de conservation. Dans les 84 premières pages, Casimir retrace l'histoire de sa famille jusqu'à la naissance de son père, Joseph-André. Il consacre alors quatorze pages à la vie de son père jusqu'en 1800, réservant la suite du *Livre de raison* à sa propre vie et à celle de ses parents, de sa femme et de ses enfants, ainsi qu'aux actes de gestion de son patrimoine.

Selon Casimir de Montvalon, ses ancêtres Barriga auraient été initialement de nobles portugais qui auraient quitté leur pays en 1580 pour suivre le roi Antoine, chassé par Philippe II, roi d'Espagne. Ce qui est plus sûr, c'est qu'après s'être enrichis à Marseille grâce au commerce maritime, les Barriga vont, comme de nombreux bourgeois dans la France de l'époque, vouloir devenir nobles vers 1700.

Pour 15'000 livres, le marchand Mathieu Barriga (1615-1698) achète en 1697 au marquis de Marignane le droit d'ériger en arrière-fief un domaine situé à Vitrolles, permettant à ses descendants de se faire appeler désormais de *Barrigue de Montvalon*. En 1702, son fils Honoré (1652-1726), marchand-drapier, achète une charge de secrétaire du Roi, ce que l'on appelle alors «une savonnette à vilain». La même année, le fils d'Honoré, André (1678-1769), est reçu conseiller au Parlement de Provence, office qu'il transmettra ultérieurement à son fils Honoré II (1707-1793).

Devenus d'honorables parlementaires et de riches propriétaires terriens, résidant, tantôt au château construit vers 1710 à Vitrolles, tantôt dans leur hôtel particulier du noble quartier Mazarin d'Aix-en-Provence, les Montvalon épousent les filles des meilleures familles aixoises et ils font désormais partie de l'élite provençale.

Joseph-André (1749-1830) est l'unique enfant mâle d'Honoré II. Son grand-père et son père ayant été chassés un temps du Parlement pour y avoir pris avec trop d'ardeur la défense des Jésuites expulsés en 1762, Joseph-André «*conçut pour le Parlement une aversion que rien ne put détruire*³. Mon grand-père (Honoré II) recommença à exercer sa charge de Conseiller, mon père (Joseph-André) refusa de suivre la même carrière avec une répugnance invincible, et il fut nommé officier dans le Régiment d'Infanterie du Roy en 1768», glissant ainsi de la robe à l'épée.

En 1772, il épouse Louise-Pauline de Vento des Pennes, fille du marquis des Pennes, premier consul d'Aix-en-Provence, et, le 23 octobre 1774, naît le seul fruit de leur union, Louis-Honoré-Joseph-Hippolyte-Hilarion-**Casimir** de Montvalon, notre mémorialiste. Casimir de Montvalon est destiné à la carrière militaire. De douze à quatorze ans, son éducation est confiée à un ancien jésuite qu'il retrouvera plus tard à Sion. Fin 1788, il reçoit une commission d'enseigne au régiment des gardes françaises et, en octobre 1789, à l'âge de quinze ans, il est nommé aide de camp du marquis de Miran, lieutenant-général de Provence, installé à Aix-en-Provence.

Le 4 mai 1790, il suit ses parents qui fuient Aix pour émigrer et s'installent à Annecy, en Savoie. Joseph-André et son fils Casimir se rendent alors à Turin auprès du comte d'Artois, frère cadet de Louis XVI et futur Charles X, avant de servir dans l'armée des émigrés à Coblenz, puis en Belgique. Ils reviennent à Annecy, ils y passent l'hiver 1791-92, et ils rejoignent leur armée en Belgique au printemps 1792.

³ Écrit son fils Casimir, à la page 85 de son *Livre de raison*, appelé désormais «LR».

Après six mois d'escarmouches, ils assistent à la bataille de Jemmapes remportée le 6 novembre par Dumouriez sur l'armée autrichienne: «*Nous arrivâmes tout juste pour voir la fameuse bataille de Jemmapes, la première grande boucherie d'une guerre qui en a été si féconde. Les Autrichiens, malgré leurs retranchements hérissés d'artillerie, furent écrasés par le nombre, et par la précaution qu'avait prise Dumouriez de placer, derrière ses nouvelles levées, des corps de vieilles troupes qui ne leur laissaient d'autre alternative que le triomphe ou la mort*»⁴.

La retraite s'impose et, cherchant à regagner leur refuge savoyard, Joseph-André de Montvalon et son fils Casimir gagnent Stuttgart et Ulm, avant d'atteindre Schaffhouse. Casimir a la surprise et la chance d'y retrouver l'un de ses meilleurs amis, le chevalier de Barrême, qui lui présente un journal, *la Gazette de Berne*, où il découvre «*un avis que, sous des noms de baptême désignant chacun de nous, ma mère nous faisait donner de son séjour à Saint-Maurice en Valais*»⁵.

Le séjour en Valais de la famille de Montvalon

En quelques jours, Joseph-André et Casimir traversent donc la Suisse et gagnent Saint-Maurice, où ils retrouvent Madame de Montvalon, chassée par les Français qui ont envahi la Savoie un peu plus tôt, les 21 et 22 septembre 1792: «*A la première nouvelle de l'entrée des troupes françaises en Savoie, elle perdit la tête et se sauva d'Annecy sur une charrette, abandonnant tout ce qu'elle possédait*»⁶.

On doit être début décembre. Les Montvalon ne resteront que quelques jours à Saint-Maurice: «*Ma santé, écrit Casimir, avait souffert par tant de fatigues et d'inquiétudes. J'éprouvai des douleurs de poitrine qui faisaient craindre une maladie de langueur, et l'air froid et humide de Saint-Maurice ne pouvait me convenir. Des motifs d'une économie bien nécessaire exigeaient d'ailleurs que nous habitassions un pays moins cher. Nous allâmes demeurer à Sion, la capitale du Valais*» (LR, p. 119).

Evoquant l'accueil bienveillant réservé par la Bourgeoisie sédunoise aux émigrés français, Janine Fayard Duchêne en donne un tout premier exemple: «*Le 20 décembre 1792, le comte de Montvallon, arrivé à Sion en compagnie d'un*

⁴ Casimir DE MONTVALON, LR, p. 110.

⁵ *Ibid.*, p. 117.

⁶ *Ibid.*, p. 118. Casimir n'indique pas le chemin emprunté par sa mère, mais on connaît avec précision celui d'un chanoine lyonnais anonyme qui a, lui aussi, quitté Annecy le 22 septembre et traversé Carouge, Chêne-Bourg, Bonneville, Taninges et Morzine, avant de passer le col de Coux le 25 septembre pour atteindre Champéry, Monthey et, dès le 27 septembre, Saint-Maurice (*Précis de mon voyage de Lyon à Chambéry en Savoie et de Chambéry à Saint-Maurice en Bas-Valais*, manuscrit des Archives de l'Etat du Valais, fonds Charles Allet, p. 217 bis, publié dans les *Annales Valaisannes*, 2^e série, 66^e année, 1991, Sion). De nombreux réfugiés français, laïcs ou ecclésiastiques, semblent avoir suivi alors le même itinéraire.

abbé, et le marquis de Mallivert (...) demandèrent à la Bourgeoisie l'autorisation de s'installer dans la capitale valaisanne, ce qui leur fut accordé»⁷.

Le *Livre de raison* que Casimir de Montvalon rédige une trentaine d'années après son séjour en Valais témoigne du souvenir exceptionnel qu'il en a gardé, dans plusieurs passages dont le plus éclatant est celui-ci: «*Forcé d'errer dans presque toute l'Europe, toujours placé entre l'échafaud que nous présentaient nos compatriotes et les humiliations dont nous abreuyaient les étrangers qui se vengeaient sur nous de la longue supériorité que l'ancien gouvernement de France avait eue sur eux et des craintes que leur faisait éprouver le nouveau, je dois cependant excepter une terre hospitalière sur laquelle nous habitâmes sept ans.*»

«*Ô ma seconde patrie, bonne République de Valais, gouvernement paternel qui ne songeait qu'au bonheur des peuples, paisibles habitants qui, seuls, nous présentaient encore une image des vertus patriarcales et de l'austérité de mœurs des citoyens des antiques républiques, vous ne sortirez jamais de ma mémoire. Je partageai vos dangers, vos malheurs, je fus témoin de votre ruine, et mes vœux sont toujours parmi vous*» (LR, p. 89).

C'est en analysant la vie des Montvalon à Sion que nous pourrons mieux comprendre les raisons qui ont pu amener Casimir, souvent réservé, voire caustique, face à tout étranger, à montrer un tel enthousiasme.

Tout d'abord, Casimir n'a pu que se sentir flatté et honoré par le **statut de franc-patriote** accordé par la Diète du Valais à son père et sa descendance. Malgré toutes ses années d'émigration, il en a «*conservé précieusement l'acte*», rédigé en latin, qu'il recopie dans son *Livre de raison* (p. 90) et dont la phrase essentielle est:

«*Nos igitur, Ballivus et oratores (...) nobilem ac potentem dominum Josephum-Andream Barriga, marchionem*⁸ *et dominum Montisvallonis suosque liberos legitimos, tam natos quam nascituros, eorumque successores (...) in compatriotos nostros adicimus, cooptamus, assumimus et annumeramus*». L'acte, rédigé au nom du grand bailli, Jacob-Valentin Sigristen, et signé par le chancelier Hildebrand Roten, est daté du 15 mai 1794. Casimir de Montvalon en fait précéder la transcription de ces commentaires: «*Depuis cinquante ans, il n'y avait pas eu un seul exemple d'une pareille admission. Il n'y en a plus eu depuis, et j'ai vu un Montmorency le solliciter sans pouvoir l'obtenir*» (LR, p. 90). Qu'en est-il vraiment?

⁷ J. FAYARD DUCHÊNE, *Les origines de la population de Sion à la fin du XVIII^e siècle: Bourgeois, habitants perpétuels et tolérés*, (Cahiers de Vallesia n° 4), Sion, 1994, p. 327. La cote consultée est ABS 240/82, fol. 6 v°. Je m'appuierai souvent sur ce remarquable ouvrage. On notera que Joseph-André de Montvalon vient de s'autoproclamer «*comes*», alors que la Provence compte alors un duc (de Villars) et environ cinquante marquis, mais un seul comte, celui de Provence justement, Monsieur, frère de Louis XVI et futur roi Louis XVIII. Ce noble titre, usurpé ce jour-là, s'est perpétué dans la famille de Montvalon. Quant au marquis de Mallivert, nous parlerons bientôt de sa veuve et de son beau-frère.

⁸ Voici le «*comte*» du 20 décembre 1792 devenu un an plus tard «*marquis*», titre plus élevé et moins invraisemblable, mais tout aussi faux. A noter que, lors du recensement du 6 décembre 1793 (v. *infra*), Joseph-André s'est déclaré à nouveau «*D. (Dominus) Comes*».

J. Fayard Duchêne confirme que la Diète du 9/20 décembre 1793 a bien donné la qualité de franc-patriote à «*J.-A. Barriga, marquis de Montvallon, natif d'Aix-en-Provence, ci-devant capitaine commandant en un régiment royal français d'infanterie, chevalier de St-Louis, demeurant depuis un an à Sion*»⁹ (AVL 23, fol. 740). Elle indique aussi qu'«*entre 1650 et 1797, seuls trente-deux ressortissants de la ville de Sion reçurent ce statut*», dont un seul Français, Joseph-André, précisant: «*Parmi les étrangers venus s'installer à Sion, rares furent ceux qui demandèrent le «patriotage» car, pour l'immigrant «de base», il coûtait très cher*», soit 20 écus.

Ainsi, Casimir était juridiquement fondé à parler de sa «*seconde patrie*», et ce patriotage accordé à un seul Français en un siècle et demi est un premier témoignage des rapports étroits rapidement établis entre sa famille et le Valais.

Une autre série d'informations peut être fournie par **les recensements effectués le 6 décembre 1793 et le 1^{er} décembre 1797**, et qui constituent l'une des bases de données minutieusement analysées par J. Fayard Duchêne dans son ouvrage déjà cité sur la population de Sion. Afin de connaître le nom des émigrés français réfugiés à Sion, j'ai donc procédé au dépouillement des deux recensements tels qu'ils sont présentés aux pages 347 à 479, et j'ai également pris en compte les renseignements figurant dans d'autres parties du même ouvrage.

Les résultats de ce récolement sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: ÉMIGRÉS DONT LA PRÉSENCE À SION EST CERTAINE

	Prêtres	Religieuses	Laïcs
Recensés en 1793	90, dont 16 anonymes	9	Mme de MALLIVERT, maison G 75 de MONTVALON, maison P 13
Recensés en 1797	0	0	d'HAUTERIVE, maison M 43 de MONTVALON, maison P 13
Pas recensés en 1793, ni en 1797, mais leur séjour est connu par d'autres sources	35, arrivés fin 1792 ⁽¹⁾	0	d'AGOUD, présent en 4.1795 BOUTELIER, <i>naturalisé</i> en 6.1796 de BRANCHES, <i>autorisé</i> en 8.1794 de BREMOND, sans date de CROSE, <i>toléré</i> en 10.1797 Mme de MAISON FORTE, <i>autorisée</i> en 12.1795 MAZEL, <i>autorisé</i> en 10.1794 de PLAN, <i>incola</i> en 10.1797 RUFFOZ (savoyard?), <i>toléré</i> 1.1797

⁽¹⁾ Certains de ces 35 prêtres peuvent être parmi les 16 recensés anonymement en 1793.

⁹ J'utilise dans ce paragraphe les pages 96 et 97 de son ouvrage déjà cité. On notera l'orthographe «portugaise» de Barriga (et non Barrigue) indiquée par Joseph-André.

Ce premier tableau appelle quelques commentaires:

1. Malgré les précautions prises, il peut comporter des erreurs. On sait par ailleurs que les recensements eux-mêmes ne pouvaient être parfaitement exhaustifs;

2. En décembre 1793, le contraste est impressionnant, entre les très nombreux prêtres – dont le total semble pouvoir se situer entre 109 et 125 – et les quelques laïcs recensés. Pour ceux-ci, il s'agit d'abord de la veuve du marquis de Mallivert recensée dans la maison du général Grégoire de Kalbermatten, *Glaviney* 75. Ce général au service du Piémont étant décédé en mars 1792 et son épouse en avril 1793, la marquise est donc installée dans une maison sans sédunois, où elle réside avec une autre personne (une domestique?) et six prêtres du diocèse de Lyon.

Les seuls autres laïcs français recensés à Sion en décembre 1793 sont justement les huit personnes de la famille du «*Dominus Comes de Montvalon*», logée avec «*Domino Monroque*» dans la maison *Pratifori* 13 de Joseph Dufay de Lavallaz (1758-1834), dont la famille de dix personnes est également présente. Le «*seigneur Monroc*» est Mayeul de Monroc, qui a épousé en 1781 Anne-Mabile, sœur de Joseph-André. Les huit Français recensés ici ne peuvent donc être que les père et mère de Casimir de Montvalon, Casimir lui-même, Mayeul et Anne-Mabile de Monroc-Montvalon, leurs deux filles, jeunes cousines de Casimir, et un inconnu.

3. Le 1^{er} décembre 1797, on ne recense plus un seul prêtre français émigré, plus une seule religieuse française à Sion. On ne signale, comme en 1793, que deux familles françaises émigrées. Joseph Dufay de Lavallaz accueille toujours les huit personnes des familles Montvalon et Monroc. Par ailleurs, dans la maison *Malacuria* 43 dont le résident principal est Jean-A. Rey (1763-1836) qui a été le syndic de Sion en 1796, on recense «*Dominus de Hautrive français*» (deux personnes); il doit s'agir du «*comte Jean-Antoine d'Hauterive de Saint-Aignan, dit originaire de Clermont (sans autre précision), naturalisé valaisan en janvier 1797*»¹⁰.

4. Ainsi, **les seuls émigrés français recensés à Sion à la fois en 1793 et en 1797 semblent bien être les Montvalon**. Cette constance singulière est à rapprocher de l'émotion éprouvée par Casimir en rédigeant ses souvenirs.

5. Quant aux neuf autres émigrés qui n'ont été recensés, ni en 1793, ni en 1797, mais qui ont certainement séjourné à Sion, le tableau donne, pour sept d'entre eux, l'essentiel de ce que l'on peut retenir. Ajoutons à leur sujet quelques détails recueillis par J. Fayard Duchêne¹¹: M. d'Agoud est le frère de la marquise de Mallivert, le chevalier Jean-François Boutelier d'Arthan a fait venir à Sion son frère et sa famille, Madame de Maison Forte est la sœur d'un prêtre, Hector Mazel

¹⁰ J. FAYARD DUCHÊNE, op. cit., p. 327, note 119. Dans la même maison, sont aussi recensées huit personnes de «*Dominus Joannes Maria La Costa*», dont le nom ne semble guère sédunois. Serait-ce un Français, Jean-Marie Lacoste, dont on ne sait rien par ailleurs, serait-ce un membre de la célèbre famille savoyarde, les Costa de Beauregard? Je l'ignore.

¹¹ Pour les informations de ce paragraphe, cf. *ibid.*, pp. 81 et 327.

est arrivé début octobre 1794 à Sion avec sa femme enceinte qui y a accouché le 19 octobre, tandis que Jean-Baptiste de Plan, marquis de Sieyès, était devenu «*franc-patriote du Bas-Valais*» le 13 mai 1797 avant d'être déclaré «*incola*» à Sion 5 mois plus tard.

6. Par contre, le *Livre de Casimir* nous éclaire davantage sur deux émigrés ayant habité Sion, mais qui ne figurent nommément dans aucun des recensements.

J. Fayard Duchêne note: «*Le comte des Branches obtint de la Bourgeoisie, en août 1794, l'autorisation de résidence pour sa femme et ses enfants*»¹² et «*Le comte de Brémond, chez qui se réunissait souvent la colonie des émigrés, sollicita de la Bourgeoisie une prolongation de résidence de 6 mois. Il voulait vendre à un prix avantageux des marchandises! Cette permission fut accordée*»¹³.

Or, Casimir de Montvalon évoque longuement, dans son *Livre de raison*, M. de Branges et le comte de Brémond, dont le destin a croisé le sien¹⁴. Précisons: «*Parmi les émigrés qui habitaient Sion, il en était peu avec lesquels je fusse plus étroitement lié qu'avec M. de Branges (...) Nous étions inséparables. Il était marié, et il avait laissé en France sa femme et cinq enfants. Ce fardeau parut trop pesant à Madame de Branges qui ne trouva rien de plus simple que d'en envoyer quatre à son mari. L'embarras de ce malheureux fut extrême. Privé de toute ressource, on lui refusait même de laisser partager à sa famille l'asile qu'on lui avait accordé. J'obtins des chefs de la République la permission qu'on avait d'abord refusée*» (sans doute s'agit-il de l'autorisation accordée en août 1794, cf. *supra*).

«*Nos deux familles n'en faisaient plus qu'une, et je ne pus voir ainsi à tous les instants l'aînée de ses filles, qui s'appelait Rosalie, sans éprouver pour elle le plus violent amour. Elle avait dix-sept ans, et jamais la nature ne réunit une âme plus pure et plus vertueuse à un corps aussi parfaitement beau*» (LR, p. 122).

Ces élans, bien naturels chez un jeune homme de vingt ans, vont être contrariés par Monsieur de Branges, mais aussi par le comte de Brémond. En effet, M. de Branges, «*dénué de ressources et fatigué de l'embarras que lui causaient ses enfants*», va d'abord chercher à provoquer le mariage de sa fille Rosalie avec Casimir. Les Montvalon assurent leur fils que «*n'ayant que mon bonheur en vue, ils étaient prêts à consentir à mon mariage*», ce que refuse aussitôt Casimir «*jusqu'à ce que je pusse envisager quelque stabilité dans une position qui me mettrait à l'abri de la mendicité. M. de Branges se montra furieux de ma résolution. Il voulait surtout se débarrasser de sa fille. Il favorisa donc ouvertement les prétentions que le comte de Brémond commença à afficher*»¹⁵, et il ne fut sorte de mauvais trai-

¹² *Ibid.*, p. 327, dans le texte et la note 115 (18 août 1794. ABS 240/82, fol. 92).

¹³ *Ibid.*, p. 335. A noter que, selon une lettre de l'abbé de Vesvres adressée à l'abbé de Rivaz, M. de Brémond tenait ces réunions d'émigrés dès février 1793 (Rivaz, Rz 20/1/III, 17).

¹⁴ Il paraît plus que probable que le «*Comte des Branches*» sollicitant les autorités sédunoises et le «*Monsieur de Branges*» décrit par Casimir sont un seul et même homme. Par ailleurs et au risque de paraître insister sur ce point, notons que Casimir ne parle jamais que de «*Monsieur*» de Branges et jamais de «*Comte*» alors que, très attentif aux titres, il évoque toujours le «*Comte*» de Brémond. Joseph-André de Montvalon n'est pas seul à avoir utilisé l'exil et l'éloignement pour monter dans la hiérarchie des titres de noblesse...

¹⁵ La comtesse de Brémond, elle aussi réfugiée à Sion, vient d'y mourir à l'automne 1794.

tements qu'il ne fit éprouver à sa fille pour la forcer à consentir à l'épouser. J'appris alors que M. de Branges avait demandé au prince-évêque une dispense de publication de bans et l'autorisation de faire célébrer le mariage en une chapelle particulière» (LR, p. 125).

«Je courus à l'évêché, j'instruisis le saint prélat¹⁶ de la violence qu'on voulait faire à cette jeune personne. La permission fut refusée.»

Pour en finir, Casimir de Montvalon veut «forcer le comte de Brémont de se battre avec moi. Je n'avais pas compté sur l'impassibilité de son caractère. Outré de tant de lâcheté de sa part, je finis par tomber sur lui à coups de bâton (...) Madame de Branges, justement alarmée par une lettre de sa fille, vint la retirer d'auprès de son mari, et me remercia dans les termes les plus tendres de l'avoir sauvée. Elle me confirma la promesse de sa main mais, plus sage que son mari, elle fixa pour terme à notre union l'époque où l'un ou l'autre aurions rattrapé assez de fortune pour nous établir» (LR, p. 126).

Retenons de cette aventure quelques conclusions simples:

– à le lire, le jeune Casimir ne paraît manquer, ni de maturité, ni de courage, et il semble être bien introduit, dès 1794, auprès des plus hautes autorités civiles et religieuses de Sion;

– comme on pouvait l'imaginer, il ne suffit évidemment pas d'être des compatriotes confrontés au même drame de l'exil et aux mêmes préoccupations pour préférer la solidarité ou l'amitié à la confrontation des intérêts et des passions;

– on constate enfin que **les conditions matérielles d'existence et de subsistance** des émigrés français à Sion sont loin d'être faciles, et c'est ce point que l'on doit maintenant s'efforcer de préciser.

* * *

Avant d'aller plus loin, il n'est peut-être pas inutile de rappeler rapidement l'image que les Français d'alors pouvaient avoir du Valais et de sa capitale, s'ils en avaient une. A cet égard, les récits des rares voyageurs sont assez concordants¹⁷.

Aux yeux du voyageur, le Valais a deux grands charmes: le «spectacle sublime» de ses montagnes, la rusticité de ses habitants. M. Robert admire «les deux grandes chaînes de montagnes chargées en tout temps de glaces et de neiges, sillonnées de profondes vallées qui versent au Rhône des torrens impétueux» (t. 2, p. 265), mais aussi «cette simplicité antique de mœurs, cette candeur, ces

¹⁶ C'est la première des nombreuses références faites par Casimir à Mgr Joseph-Antoine Blatter (1745-1807), évêque de Sion de 1790 à 1807, le dernier à porter le titre de «comes et praefectus Vallesiae» et le dernier prince-évêque du Valais (Bernard TRUFFER, *Portrait des évêques de Sion de 1418 à 1977*, (Annuaire *Sedunum nostrum*, n° 7, Sion, 1977, pp. 86-88).

¹⁷ J. FAYARD DUCHÊNE, *op. cit.*, s'appuie notamment sur ceux du genevois Marc BOURRIT (1808), de l'anglais William COXE (1790), et du baron ESCHASSÉRIEUX (1806). Pour serrer mon sujet au plus près, j'ai choisi de me référer ici à un Français qui a visité le Valais dans les années 1780, M. ROBERT, géographe ordinaire du Roi, et qui a publié en 1789 un ouvrage intitulé *Voyage dans les XIII Cantons suisses, les Grisons, le Vallais, et autres pays et Etats alliés ou sujets des Suisses*, 2 tomes in-8° (318 p. et 397 p.), édité à l'hôtel d'Aubeterre à Paris. Ses jugements ne diffèrent guère de ceux des autres voyageurs.

mœurs hospitalières, cette confiance, cette bonne foi des Vallaisans. Ils mènent une vie dure et frugale, ignorent nos besoins factices et leur préfèrent l'austérité de mœurs et la bravoure (...) Leur grande ressource est dans le produit des bestiaux» (pp. 266-272).

Mais la médaille a trois défauts. *«Sion est extraordinairement sale, et son séjour est fort triste. L'intérieur des maisons est noir, enfumé; le désordre et la mal-propreté s'y reproduisent partout. Les fumiers, les ordures, les immondices de toute espèce remplissent les rues et infectent l'air. Cette mal-propreté m'avait affecté d'un dégoût universel et opiniâtre qui s'étendit jusques aux oeufs frais» (p. 285).*

D'autre part, le statut politique est critiqué: *«A la différence des six autres Dixains, Sion se gouverne aristocratiquement (...) Le génie ambitieux, inquiet, remuant, les manoeuvres, les intrigues, des Evêques de Sion tendent à augmenter leur influence et à concentrer dans le siège de Sion l'autorité publique¹⁸. (...) Le Haut-Vallais jouit seul de la souveraineté et le Bas-Vallais lui est soumis» (pp. 270-272).*

Enfin, il y a les crétiens, spécialité à laquelle M. Robert consacre le tiers de ses pages sur le Valais, en les *«observant comme Naturaliste et comme Physicien»* (pp. 273-280)¹⁹: *«Hommes petits, rabougris, imbécilles, qui ne parlent pas, n'entendent pas, presque insensibles aux coups. Ils sont boursoufflés, jouflus, ils ont le visage large et plat, les yeux éteints, le nez écrasé, les lèvres décolorées, le teint livide, jaunâtre tirant au vert». L'auteur «attribue le crétinage à une masse d'air non renouvelée, à l'absence des rayons solaires pendant une partie de l'année, aux eaux de glace fondue qui n'ont point eu le temps de recevoir l'influence de l'atmosphère, à la mal-propreté extrême dans laquelle croupissent les Vallaisans, qu'on ne changera pas plus que l'engourdissement et la léthargie où les jette la longueur des hivers». Enfin: «Ce qu'il y a de pire est qu'il n'y a pas de ligne de séparation assignable entre les Crétiens et ceux des habitans qui ne le sont pas». On ne saurait être plus courtois.*

Comme M. Robert, Casimir de Montvalon apprécie les habitants et les paysages du Valais, mais il n'a noté, ni la *«malpropreté»*, ni les *«Crétiens»*, et il est clair qu'il approuve sans réserve le système politique et religieux de Sion et du Valais.

Plusieurs fois, il salue l'accueil accordé par sa *«seconde patrie»* aux émigrés²⁰: *«Les Républiques démocratiques de la Suisse, loin de partager la barbarie des autres Etats, s'empressèrent d'accueillir cette foule d'infortunés. Celles qui, comme le Valais, professaient la religion catholique devinrent principalement*

¹⁸ On croit lire Mangourit qui décrira avec mépris, dix ans plus tard, *«cette contrée misérablement théocratisée»* (cité par A. DONNET, *op. cit.*, t. 1, p. 71).

¹⁹ Vers 1800, Rambuteau évalue le nombre de crétiens à 4.000 (J. FAYARD DUCHÊNE, p. 16).

²⁰ Casimir de Montvalon recoupe ici la remarque d'ensemble de J. FAYARD DUCHÊNE (*op. cit.*, p. 327): *«La Bourgeoisie séduoise se montra bienveillante envers les Français chassés de leur pays par la Révolution de 1789, qu'ils fussent laïcs ou ecclésiastiques».*

l'asile des prêtres (ce que confirme le tableau présenté supra), et la bienfaisance que l'on exerçait envers eux est au-dessus de tout éloge, comme de toute expression».

«Pour en donner une idée, il me suffira de dire que, dans le Valais, pays pauvre et qui ne comptait pas 80000 habitants, il y avait près de neuf cents prêtres français et que, sur ce nombre, plus de sept cents existaient par la charité des Valaisans» (LR, p. 121)²¹. Les chiffres ne sont pas assurés, le sentiment l'est.

Comment les Montvalon ont-ils pu subsister plus de cinq ans à Sion? *«Quelque argent que nous reçûmes à différentes fois de notre famille (Casimir parle ici de ses tantes restées à Aix-en-Provence) et des ressources nouvelles qui nous étaient fournies par un cousin de ma mère, M. l'abbé Rolland de Marseille²², secours qui, en se prolongeant, ont fini par former une somme très considérable que nous n'avons fini que longtemps après de solder à ses héritiers, joints à quelque peu d'industrie, nous fournissaient les moyens de vivre dans un pays pauvre, à l'égal de presque tout le monde, sans que notre amour-propre eût à souffrir» (LR, p. 119).*

Puisque les divers prêtres ne pouvaient évidemment suffire à nourrir huit personnes, quel est ce *«peu d'industrie»* qui permet aux Montvalon de survivre?

«Nous avons loué à bon marché quelques propriétés en très mauvais état de culture. Nous les exploitions nous-mêmes avec succès. Quelques vaches que nous avions achetées nous fournissaient abondamment du lait que nous vendions dans la ville» (les nobles provençaux se sont vite adaptés aux occupations locales).

«La guerre qui avait interrompu toute espèce de commerce privait les habitants de bien des choses nécessaires que leur industrie ne pouvait parvenir à remplacer. Par exemple, quoiqu'il existât dans la République une mine de plomb assez abondante, personne ne savait fabriquer de la grenaille. Nous imaginâmes d'en faire et, quoique privés de tous les outils nécessaires, nous réussîmes assez bien pour en tirer un profit considérable.»

«La chasse nous offrait aussi une grande ressource, le pays étant très giboyeux. Nous ne vendions pas notre gibier, mais il nous fournissait le moyen d'entretenir une table plus délicatement servie, et à laquelle venaient s'asseoir un certain nombre de prêtres français que nous recevions comme pensionnaires.

²¹ Plus précisément, *«le chiffre global de la population valaisanne s'établissait autour de 60000 personnes» (Ibid., p. 12).* Quant au nombre *«d'ecclésiastiques français qui bénéficièrent d'une plus ou moins longue hospitalité des Sédunois entre 1792 et 1798» (donc sans compter le Valais hors de la seule ville de Sion, et notamment le Bas-Valais), «il est vraisemblable que l'on peut aller jusqu'à avancer le chiffre de 150» (ibid., p. 330).*

²² Lors du recensement du 6 décembre 1793, on note en effet, dans la maison du Saint-Bernard – Pratifori 49 – où habite le notaire sédunois Jean-Jacques Bruttin, la présence de sept prêtres français, dont Joseph Rolland, prêtre du diocèse de Marseille (*ibid.*, p. 450). Dans cette maison comme ailleurs, aucun prêtre français n'est recensé en décembre 1797.

Nous échangeions aussi notre gibier avec quelques propriétaires riches qui nous donnaient, à la place, des denrées et particulièrement du vin, qui est rare et cher dans ce pays où, pourtant, il est excellent» (LR, pp. 119-120).

Les nourritures spirituelles ne sont pas absentes de cette vie laborieuse et modeste, bien conforme aux traditions valaisannes: «*J'avais retrouvé auprès de ma mère mon ancien instituteur*²³. *L'étude, n'étant plus pour moi une obligation, devint un délassement et bientôt un besoin. Les routes m'en étaient aplanies, non plus par un professeur sévère, mais un ami complaisant et rempli d'indulgence. Je profitai plus dans les deux ans que je passai avec lui que dans tout le cours de mes études. Je lui dus le bien précieux d'aimer et de savoir étudier tout seul*» (LR, p. 120).

Les Montvalon, nous l'avons vu, ont été accueillis dans la maison *Prati-fori 13*, et c'est là qu'ils sont recensés en 1793 et en 1797. Maison imposante construite au XVI^e siècle, située au cœur de la ville, rue de Conthey, à mi-chemin entre l'hôtel de ville et la cathédrale, c'était l'une des plus belles demeures de Sion; on l'appelle aujourd'hui la «*Maison Supersaxo*», du nom de son bâtisseur, Georges Supersaxo.

Son propriétaire et principal occupant est alors Joseph Dufay de Lavallaz (1758-1834), fils d'un capitaine au service de France, qui l'habite avec son épouse Madeleine de Courten (1768-1832) et quatre enfants nés entre 1786 et 1793²⁴.

Joseph Dufay de Lavallaz est châtelain de Granges et de Bramois de 1795 à 1797, et il deviendra bourgmestre de Sion lors de la réunion du Valais à la République helvétique, puis maire de Sion nommé par l'Empereur. C'est donc un notable de tout premier rang, dont les ancêtres, riches propriétaires terriens dans le Chablais et le Bas-Valais, ont été anoblis au XVI^e siècle avant de devenir en 1681 *patriotes* du Haut-Valais, statut qui facilitait notamment «*l'obtention des grades dans les armées du service étranger*».

Cette vaste maison «*comprendait, en fait, deux parties distinctes offrant des possibilités de logement séparé pour plusieurs familles*», ce qui a été très utile au

²³ Il s'agit de «*Monsieur Simonin, ancien membre de la Société de Jésus mais qui, n'ayant pas encore fait de vœux à l'époque de sa destruction (arrêtée par le Parlement de Provence le 5 juin 1762), était rentré dans le monde et avait terminé déjà plusieurs éducations avec succès, lorsqu'il entreprit la mienne. Possédant les connaissances les plus variées et les plus solides, littérateur éclairé, profond mathématicien, versé dans les langues mortes et vivantes, d'un caractère doux et bon, il devint mon ami et n'a jamais cessé de l'être*», comme le présente Casimir lorsqu'il relate sa jeunesse (LR, pp. 99-100). L'abbé Simonin, qui avait déjà été le précepteur de Casimir de 1786 à 1788 à Aix, ne figure pas nommément lors du recensement de Sion le 6 décembre 1793. Serait-il la huitième personne inconnue faisant partie de la famille de Montvalon? Par ailleurs, serait-il «*l'abbé*» qui accompagnait Joseph-André de Montvalon à son arrivée à Sion en décembre 1792, peu avant qu'il ne «*demande à la Bourgeoisie l'autorisation de s'installer dans la capitale*» (cf. *supra*)? Peut-être.

²⁴ Les éléments présentés dans ce paragraphe et dans les deux suivants proviennent de J. FAYARD DUCHÊNE, *op. cit.*, notamment aux pages 61, 69, 113, 170, 173, 203 et 429-430.

lendemain de l'incendie qui a dévasté Sion le 24 mai 1788²⁵. Après ce désastre, le nombre des habitants a aussitôt triplé, avec l'installation des douze personnes de la famille du frère aîné de Joseph, Pierre Dufay de Lavallaz (1741-1817), capitaine au service de France, qui retournera dans sa maison *Malacuria* 2 dès février 1790, et des cinq personnes de la famille Félix de Torrenté (1753-1804), procureur patrimonial de Sion, de retour dans sa maison *Sitta* 23 en janvier 1792 seulement.

L'arrivée des Montvalon dans cette maison patricienne en décembre 1792 ou au début de 1793, si elle témoigne de l'extrême bienveillance de Joseph Dufay de Lavallaz pour des nobles émigrés, ne soulevait donc pas de problèmes pratiques majeurs. Par ailleurs, elle a le mérite de confirmer la facilité avec laquelle les Montvalon ont réussi à être acceptés par l'élite sociale et politique de la capitale valaisanne, et l'on doit essayer de comprendre les raisons d'un succès aussi rapide.

Trois facteurs ont dû jouer en leur faveur. Les Montvalon sont parmi les tout premiers Français laïques – sinon les premiers – à se présenter à Sion, et à y obtenir dès fin 1792 l'autorisation de résidence: *prior tempore, potior jure*. De plus, si les prêtres y furent innombrables, il n'y eut que quelques familles françaises établies à Sion durant la période 1792-1798. Casimir écrit d'ailleurs: «*Ceux qui, parmi les émigrés, avaient été assez heureux pour conserver de l'aisance ne venaient pas habiter une contrée aussi sauvage et aussi reculée que le Valais (l'amitié n'empêche pas la lucidité). Ainsi, nous n'étions pas offusqués par le luxe de nos compagnons d'exil. Bien au contraire, notre position nous mettait souvent à même de leur être utiles, par nos liaisons avec les chefs de la République qui venait de nous accorder la faveur de nous agréger au nombre de ses membres souverains, faveur dont elle était extrêmement avare*» (LR, p. 121). Sion n'est pas Turin, Coblenz, Vienne ou Londres.

Enfin, comment ne pas penser que Joseph-André de Montvalon, officier depuis 1768, nommé capitaine commandant dans le régiment d'infanterie du Roi en 1783 et «*arrivé à la tête de son corps avec des perspectives trop brillantes pour qu'il dût y renoncer*» (LR, p. 88), reçu chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis fin 1789 par son voisin et ami le marquis de Marignane, a pu aisément se lier d'amitié avec ses frères d'armes, les nombreux *bourgeois* sédunois qui étaient – souvent depuis des générations – «*au service de France*»?

J. Fayard Duchêne a démontré «*qu'un tiers environ des bourgeois présents à Sion à la veille de la révolution valaisanne (31 sur 105, soit 29,52%) s'enrôlèrent dans les régiments suisses du service des rois et princes étrangers*» (op. cit., p. 191). De mon côté, les recensements de 1793 et 1797 m'ont permis de dresser une liste, incomplète et imparfaite, d'un certain nombre de bourgeois de Sion ayant été au service de France. Ce second tableau, qui vaut plus par ses aspects qualitatifs que par son exactitude, peut s'accompagner de quelques observations:

– le service de France correspond aux intérêts des deux parties: la France dispose, par tradition familiale, d'officiers de métier catholiques, francophones,

²⁵ Je saisis cette occasion pour remercier Françoise Vannotti qui m'a prodigué ses conseils pour la rédaction de cet article, et m'a procuré le catalogue de l'exposition «*1788-1988. Sion. La part du feu. Urbanisme et société après le grand incendie*», Musées cantonaux, Sion, 1988.

fidèles; les familles patriciennes envoient leurs fils exercer des charges honorables, dont la rémunération compense opportunément la médiocrité des ressources locales.

– tous ont servi dans le régiment de Courten, à l'exception de Pierre-Joseph de Riedmatten, des Gardes suisses, rentré à la mort de son père en 1791.

– ils sont entrés au service de France en moyenne à dix-neuf ans. Le tiers au moins sont, comme Joseph-A. de Montvalon, chevaliers de l'Ordre de Saint-Louis (plusieurs autres – souvent plus jeunes – avaient assurément vocation à le devenir).

– après le licenciement de septembre 1792, treize au moins des vingt-sept ont choisi d'entrer au service d'Espagne dans le nouveau régiment de Courten²⁶.

Tableau 2: QUELQUES SÉDUNOIS OFFICIERS AU SERVICE DE FRANCE

Noms ***= c'est un fils d'officier de France	Grade. Ordre de Saint-Louis?	Après le service de France	Maison/année de recensement	Observations
Balthazar AMBUEL *** 1759-1811	Lieutenant	Syndic de Sion	M 49 (1797)	
Joseph-Marie BAY 1738- ap. 1807	Capitaine Saint-Louis 1791	Espagne 1797 Colonel 1806	S 15 (1787)	Démissionne début 1807
Alphonse DE COURTEN 1771-1825		Espagne 1796		
Christophe DE COURTEN *** 1747-1800	Capitaine Saint-Louis 1791		G 77 (1793)	
Eugène DE COURTEN *** 1752-1826	Capitaine	Espagne 1796 Prisonnier 1808	M 47 (1793/97)	Revient à Sion en 1809
Frédéric DE COURTEN *** 1722-1795	Capitaine Saint-Louis 1776	Retraité 1777	P 22 (1793)	
Ignace DE COURTEN 1733-1796	Lt-colonel Saint-Louis 1774	Espagne 1796	S 38 (1793)	
Marc DE COURTEN		Espagne 1796		
Maurice DE COURTEN		Espagne 1796		

²⁶ J. FAYARD DUCHÊNE précise, p. 193: «25 officiers passent du service de France à celui d'Espagne, dont huit de Courten». Son ouvrage m'a fourni les éléments de ce tableau.

Noms ***= c'est un fils d'officier de France	Grade. Ordre de Saint-Louis?	Après le service de France	Maison/année de recensement	Observations
Pancrace DE COURTEN 1774-1845		Espagne 1796		Mêmes dates de vie que Casimir
Jean DEVANTERY 1765-1806	Capitaine Saint-Louis (s.d.)		P 45 (1797)	
Guillaume DUFAY DE LAVALLAZ 1759-1835	Capitaine	Espagne 1796 Prisonnier		Revient à Sion en 1809
Pierre DUFAY DE LAVALLAZ *** 1741-1817	Possède 1/2 C ^{ie} Rt Courten		M 2 (1787/93/97)	Frère de l'hôte des Montvalon
Pierre-Louis DUFAY DE LAVALLAZ 1755 - inc.	Lieutenant	Moine bénédictin		
Pierre-Marie DUFAY DE LAVALLAZ *** 1761-1834	Lieutenant			Frère de l'hôte des Montvalon
Alphonse-Paul KUNTSCHEN 1755-1815	Lieutenant	Chatelain de Granges 1797	M 21 (1788)	Neveu de Jean-Antoine
Jean-Antoine KUNTSCHEN 1726- ap. 1789	Capitaine Saint-Louis 1774			
Benjamin DE NUCÉ *** 1774- ap. 1829		Espagne 1796 Lieutenant 1801		
Gaspard-Benjamin DE NUCÉ 1733-1808	Capitaine	Vice-Président de Sion 1798	P 31 (1789-98)	Père de Benjamin
Pierre-Louis d'ODET 1743-1836	Capitaine Saint-Louis 1783		M 38 (1797)	
Charles de PREUX *** 1733-1813	Capitaine Saint-Louis (s.d.)	Espagne 1796 Maréchal de camp 1808	P 45 (1787)	Mort Angleterre. Casimir voit sa femme en 1803
Pierre Joseph DE RIEDMATTEN 1744-1812	Lt-Cl Gardes Suisse	Rentre à Sion en 1791. Bourgmestre 1796-98 1807-09	S 41 (1793/97)	Casimir l'appelle «un chef révolutionnaire»
Ignace SCHINER 1761-1845	Lieutenant	Général brigade Armée du Rhin		

Noms ***= c'est un fils d'officier de France	Grade. Ordre de Saint-Louis?	Après le service de France	Maison/année de recensement	Observations
Janvier DE TORRENTÉ 1765- ap. 1802		Service de Sardaigne, puis d'Angleterre	P 6	
Jean Jos. Antoine DE TORRENTÉ 1735-1796	Lieutenant	Bourgmestre de Sion 1788/90	P 34 (1787/93)	
Jean-Jos.-Grégoire DE TORRENTÉ 1745- ap. 1796	Lieutenant Saint-Louis (s.d.)	Espagne 1796		
Jos.-Ignace DE TORRENTÉ *** 1778-1814		Espagne 1796 Lieutenant 1801	P 34	Fils de Jean- Joseph-Antoine

On notera trois derniers points relatifs à ce tableau:

- seuls deux Sédunois de cette liste de 27 noms ont un grade supérieur à Joseph-André, le père de Casimir: les lieutenants-colonels Ignace de Courten, mort en 1796, et Pierre-Joseph de Riedmatten, qui a quitté le service de France en 1791;
- deux frères de l'hôte des Montvalon, Pierre-François-Guillaume et Pierre-Marie Dufay de Lavallaz, sont au service de France;
- parmi les très nombreux Valaisans non-Sédunois au service de France, donc absents de cette liste, citons-en au moins deux: Antoine de Courten, qui a «œuvré à la formation du régiment de Courten pour l'Espagne» (J. Fayard Duchêne, p. 193), et Joseph-François de Courten (1741-1824), qui sera mis, bien malgré lui, à la tête des insurgés hauts-valaisans du 5 au 13 mai 1798.

Ce que j'ai souhaité mettre en relief grâce à ce tableau, c'est que ces officiers, licenciés par la France le 10 septembre 1792 et rentrés au pays peu après, avaient suivi jusque-là une carrière analogue à celle de Joseph-André de Montvalon. Par ailleurs, quoique ayant alors regagné leurs foyers, ils se sont trouvés, à la fin de l'année 1792, dans une situation qui n'est pas éloignée de celle des deux Montvalon, eux aussi anciens militaires au service du Roi de France et désormais sans emploi.

S'il en était besoin, une preuve de cette identité de situation, de nature à faciliter l'adaptation des Montvalon à leur nouvelle vie à Sion, nous serait donnée par le cas de conscience qui va bientôt agiter Casimir de Montvalon: doit-il, peut-il se joindre à ses jeunes camarades valaisans (ainsi, Alphonse et Pancrace de Courten, Benjamin de Nuccé, Joseph-Ignace de Torrenté ont son âge), et se mettre au service de l'Espagne dans le nouveau régiment de Courten? Sa réponse sera négative:

«La guerre était alors allumée dans toute l'Europe, et l'on accueillait avec empressement les Français qui voulaient prendre du service chez les diverses puissances. Des propositions avantageuses me furent faites, ma position aurait pu

me les faire accepter, mes principes s'y opposèrent. J'ai toujours cru qu'il y avait des circonstances où l'on pouvait, où l'on devait même, suivre l'étendard de la guerre civile, mais qu'il ne pouvait point en exister qui autorisassent à porter les armes contre sa patrie pour soutenir la cause de l'étranger. Le besoin me poussait à servir, l'honneur me le défendit» (LR, pp. 130-131). Noble attitude, élégante formule.

Que faire alors? Tout naturellement, Casimir va d'abord chercher à rentrer en France: *«Je redoublais d'ardeur au travail pour me procurer les faibles moyens nécessaires à mon économique voyage et, sous prétexte d'aller voir un de mes amis à Lausanne, je franchis la frontière et fus, sans m'arrêter, trouver Monsieur Deprez de Vaux, gentilhomme du pays de Gex, un ami de Madame de Branges.»*

«J'ignorais absolument ma position politique. On (son père) m'avait empêché de correspondre avec mes parents (ses tantes restées à Aix-en-Provence). Je ne savais donc pas que je n'avais jamais été porté sur la liste des émigrés. Combien mon existence eût été changée si j'avais pu savoir que rien ne s'opposait à ce que je jouisse de la plénitude de mes droits de citoyen français!» (LR, p. 128).

Peu après son arrivée au pays de Gex, Casimir apprend la Révolution du 18 fructidor (on est en septembre 1797), qui annule les mesures en faveur des émigrés *«et décrète la mise en vigueur des lois de proscription. Cependant, j'avais une telle répugnance à recommencer ma vie d'exilé que je me décidai à braver les événements et à rentrer en France»*. Hélas! le passeur l'abandonne, il est poursuivi par les douaniers, et il lui faut rentrer piteusement: *«Je repris tristement le chemin du Valais où je retrouvais mes habitudes, et l'ennui qu'augmentait encore la crainte de voir se prolonger indéfiniment une situation que la misère que je voyais approcher ne pouvait que rendre plus cruelle»* (LR, p. 130).

Casimir de Montvalon et la Révolution valaisanne de 1798

Nous sommes donc à la fin de 1797, et l'ennui qui gagnait Casimir fait bien-tôt place aux agitations provoquées par les événements qui secouent le Valais.

«Les communications avec le gouvernement français étant devenues plus fréquentes et plus difficiles, on sentit le besoin d'avoir quelqu'un qui pût écrire correctement cette langue. Le grand baillif m'attacha à lui en qualité de secrétaire et toute la correspondance française me fut confiée. Une Diète générale de toute la Confédération helvétique fut convoquée à Aarau. J'y accompagnai le grand baillif et le grand chancelier, toujours comme secrétaire» (LR, p. 131)²⁷.

²⁷ «En effet, le grand bailli Sigristen et le secrétaire d'Etat Hildebrand Roten (ceux-là mêmes qui, trois ans plus tôt, avaient accordé le patriotage aux Montvalon) ont passé à Saint-Maurice le 25 décembre pour se rendre à la Diète générale du Corps helvétique, convoquée à Aarau», confirme André DONNET (op. cit., p. 39). Ainsi, Casimir de Montvalon les accompagnait.

Casimir résume alors les débats longs et tumultueux qui ont agité la Diète générale: *«Jamais la Suisse n'avait eu de si grands intérêts à discuter, puisqu'il s'agissait de son existence même. Les envoyés des diverses puissances intriguaient tant qu'ils pouvaient. Les premières séances furent très orageuses. Les uns soutenaient qu'on ne devait rien craindre de la France qui avait intérêt elle-même à la conservation de la Suisse, son ancienne alliée, dont la conduite n'avait rien d'hostile...»*

«Les autres prétendaient au contraire que les actes du gouvernement français le constituaient en état de guerre avec l'Helvétie, que, s'il n'agissait pas contre elle à force ouverte, c'est qu'il ne le pouvait pas, ses armées ayant éprouvé des défaites sanglantes et réitérées, mais qu'il ne manquerait pas d'envahir la Suisse dès qu'il pourrait le faire, qu'il fallait prévenir ce malheur et que jamais on ne trouverait une occasion aussi favorable, la France n'ayant point d'armée à opposer à 80000 Suisses réunis dans l'espace de quinze jours, que l'on pouvait facilement arriver jusqu'à Dijon, et que ce serait là seulement que l'on pourrait exiger des garanties pour le maintien de la paix que l'on offrirait alors» (LR, p. 132).

Mais, les cantons n'arrivent pas à trouver un accord sur les contributions de chacun, et *«la Diète se sépara après avoir rédigé la formule d'un nouveau serment d'union que prêta chacun de ses membres et que dut prêter ensuite tout citoyen suisse. Ainsi, cette Assemblée ne fit que montrer à la France des dispositions peu amicales, et rendre immanquable l'invasion qu'elle redoutait»* (Ibid., p. 132).

«La députation du Valais reprit le chemin de son pays et je dus la suivre. Déjà, le pays de Vaud que nous devions traverser était dans un violent état de fermentation. On ne crut pas prudent de s'y engager, et l'on se décida à franchir les montagnes qui séparent le canton de Berne du Valais par un passage difficile, appelé le Diableret. La saison était déjà avancée, et le voyage avec des vieillards accablés d'infirmités fut extrêmement pénible» (LR, p. 133).

Ce passage des souvenirs de Casimir appelle quelques commentaires:

– Le pays de Vaud se soulève en effet contre Berne le 10 janvier. Le 22, P.-J. de Riedmatten, bourgmestre de Sion, remercie Ch.-E. de Rivaz de son attention *«à chercher à m'adoucir ce que l'insurrection du Pays de Vaud pourrait avoir d'effrayant ou d'inquiétant pour moi»*²⁸. Le même jour, Mangourit, le tout nouveau résident de France qui vient d'arriver à Saint-Maurice le 2 janvier, se dit *«alarmé des événements rapides et contradictoires qui se succèdent dans le Pays de Vaud»*²⁹.

– A. Donnet confirme le récit de Casimir: *«Sigristen et Roten ne regagneront pas le Valais, comme prévu, par Saint-Maurice* (ce qui leur aurait permis de faire la connaissance de Mangourit, qui souhaitait rencontrer le grand bailli au plus tôt); *dans une lettre du 20 janvier, ils ont exprimé leur crainte de trouver leur route ordinaire coupée. Ils ne parviendront à Sion que le 31 janvier, après avoir franchi*

²⁸ Cité par A. DONNET, *op. cit.*, t. 1, p. 72.

²⁹ Dans une dépêche adressée à Talleyrand, citée *Ibid.*, t. 1, p. 73.

le Sanetsch, semble-t-il»³⁰. L'itinéraire donné par Casimir semble passer par Gstaad, Gsteig, le Sanetschpass à 2243 m. et les Diablerets, avant de descendre jusqu'à Sion par la vallée de la Morge, qui s'illustrera tragiquement quatre mois plus tard.

— Enfin, on peut être surpris que Casimir parle de «la saison déjà avancée», alors que l'on est fin janvier. Quant aux «vieillards accablés d'infirmités», si Roten n'a que 57 ans, Sigristen en a 65, et sa santé n'est pas bonne. Poursuivons.

«Pendant le courant de l'hiver, les négociations continuèrent avec le Résident français qui résidait à Saint-Maurice. La santé du grand baillif l'obligea de m'envoyer plusieurs fois auprès du Résident, malgré la répugnance que je témoignais et que justifiait ma position. Les prévenances du diplomate étaient toujours plus marquées, diverses insinuations assez claires m'étaient faites, mais je n'avais pas l'air de les comprendre» (LR, p. 133).

La «répugnance» dont parle Casimir s'explique par un autre passage où il évoque «la part active que Mangourit avait prise aux noyades de Nantes et autres crimes de 1793» (LR, p. 131). Il semble que Casimir ait été aveuglé par sa haine des révolutionnaires, puisque A. Donnet indique que Mangourit a été nommé en 1792 consul de France à Charlestown, où il serait resté jusqu'à l'été 1794³¹.

Quoi qu'il en soit, Mangourit finit par proposer à Casimir de Montvalon «le retour dans ma patrie, la restitution de tous les biens de ma famille, et un emploi civil ou militaire à mon choix, si je voulais lui livrer le secret des négociations de la Suisse avec les puissances coalisées», proposition qui ne doit pas surprendre de la part de Mangourit³² (LR, p. 133). Casimir refuse «avec indignation une aussi infâme proposition. Je ne rentrerai jamais par une trahison». «Dès cet instant, le Résident se déclara mon ennemi et il demanda formellement ma destitution. Il fallut obéir, et je repris sans peine, et surtout sans regrets, mes habitudes privées» (LR, p. 133).

Casimir ne parle pas de l'affranchissement du Bas-Valais, première phase de la révolution (28 janvier-16 mars), qu'il a pourtant dû suivre en tant que secrétaire du grand bailli. Il avait regretté, un peu plus tôt, les défauts de l'ancien statut: «On s'apercevait des effets que produisait la propagande dans les populations sujettes car, par une de ces anomalies inconcevables, les Républiques suisses avaient des sujets et tenaient peut-être plus que les autres à leur souveraineté» (LR, p. 131).

³⁰ Ibid., t. 1, p. 42.

³¹ A. DONNET, *op. cit.*, t. 1, pp. 27-28.

³² Il agit de même avec le «baron Marc-François Grenaud qui s'était réfugié à Saint-Maurice en 1793». «Il est très délié, très fin, il a la tournure pour faire des découvertes importantes», dira de lui Mangourit, qui précise: «On lui a promis maintes fois sa radiation. Je vous réitère ma demande pour lui en radiation que je tiendrai, ainsi qu'il en est d'accord avec moi, en portefeuille jusqu'à la paix générale» (*op. cit.*, t. 1, p. 58). Faute d'avoir convaincu Casimir, Mangourit utilisera donc Grenaud, écrivant notamment au général Brune le 22 février: «Cela m'a donné une idée: c'est que Grenaud voie le grand bailli, qu'il obtienne de lui des confidences, qu'il lui propose d'aller à Berne porter des dépêches; rendu à Berne, d'en connaître l'esprit, la politique», etc. (A. DONNET, *op. cit.*, t. 1, p. 190).

En avril, la situation de Casimir s'aggrave: *«Le bourgmestre de Sion, M. de Riedmatten, ancien officier aux gardes suisses, un des chefs des révolutionnaires, finit par me donner l'ordre formel de quitter la ville sous trois jours, sous peine d'être livré aux Français. Mon père fut compris dans cette proscription. Je refusai d'obéir. La Diète était assemblée. Usant de mon privilège de Valaisan, je fus plaider ma cause devant elle, et je fus autorisé à rester malgré le bourgmestre»* (LR, p. 134).

Cependant, Mangourit *«exigea impérieusement que je fûs forcé à sortir du territoire de la République»*, puis *«il céda aux représentations en ma faveur du général de Nucé, chef du parti révolutionnaire³³, mais, voulant ménager son amour-propre, il exigea que je demeurasse hors de la ville jusqu'après son départ. Je quittai donc Sion, et mes parents vinrent habiter avec moi une petite maison isolée dans les montagnes»* (la suite du récit de Casimir montre que les Montvalon se réfugient très probablement dans le val d'Hérens, au sud de Sion).

Casimir, qui n'évoque pas l'épisode de l'éphémère république des Dix-Dizains (16 mars-début mai), en arrive alors à l'insurrection du Haut-Valais.

On sait qu'elle débute le 3 mai, contraignant Mangourit à s'enfuir dans la nuit du 5 au 6 mai de Sion, prise le 7 mai par les insurgés: *«Peu de jours après, le pays se souleva en entier. Le bourgmestre Riedmatten, échappé avec peine à la fureur du peuple, fut demander un asile à son frère qui le lui refusa. Il erra deux jours dans les bois. Enfin, mourant de faim, il vint me demander du pain et un asile. Cette dernière demande n'était pas sans dangers. J'aurais été fortement compromis, si on l'avait trouvé chez moi. Je l'y reçus pourtant, et l'y gardai jusqu'à ce qu'il pût se retirer dans le voisinage chez un de ses parents.»*

«Cependant, tout le pays était en armes, et les hostilités ne tardèrent pas à commencer contre les troupes vaudoises et, bientôt, même contre les Français qui vinrent à leur secours (le général vaudois Bergier [1758-1825] a d'abord commandé les troupes chargées de réduire l'insurrection, mais il est remplacé le 14 mai par Jean Lorge [1767-1826], général français de cavalerie³⁴). Une valeur brillante et fanatisée par les idées de liberté, d'indépendance et de religion donnèrent, dans les principes, des succès assez prononcés aux Valaisans. Ils cédèrent enfin au nombre et à la discipline, et furent écrasés dans un combat sanglant, livré sous les murs de la ville de Sion qui fut livrée au pillage» (LR, pp. 134-135). En effet, le 17 mai, jour de l'Ascension, le combat de Chandolin sur la Morge, puis la prise et le sac de Sion.

³³ Il s'agit de Léopold de Nucé, ancien officier au régiment de Courten (1740-ap. 1806), élu à Sion, le 1^{er} mai, au Grand Conseil de la République Helvétique. Mangourit écrit: *«Ex-général de brigade de la République française, excellent républicain, attaché à la France, ennemi juré de l'oligarchie et de la maison opprimante de Courten»* (A. DONNET, t. 2, p. 114). Ce général dira le 8 mai: *«Il faut quelques décharges à mitraille, puis les hussards, foncer sur les fuyards et en faire de la chair à pâté»* (Ibid, p. 152). On ne saurait être plus clair...

³⁴ Pour toute cette triste campagne, il faut consulter A. DONNET, *op. cit.*, t. 2, pp. 124-279.

«Ce que j'avais prévu m'arriva. Le premier soin du Résident, en rentrant en vainqueur à Sion, fut de me faire condamner à mort, ainsi que quelques autres, et de mettre ma tête à prix. Je fus averti à temps dans la nuit et, ayant été demander au bourgmestre Riedmatten un asile pour ma mère et mes deux petites cousines, asile qu'il me refusa avec barbarie, et, après leur en avoir procuré un autre, j'errai pendant vingt et un jours dans les bois, sans trouver un moyen de m'échapper. Je rejoignis enfin ma famille, à l'extrémité de la vallée d'Erein» (c'est-à-dire du val d'Hérens).

«Il existe un passage difficile à travers les glaciers pour arriver dans le Val d'Aoste. Le passage n'est ouvert ordinairement que pendant un mois, depuis le 15 août jusqu'au 15 septembre, et nous n'étions qu'à la fin de mai³⁵, mais c'était notre dernier moyen de salut. Aidé par une troupe de montagnards vigoureux, que nous n'avions pas le moyen de payer car nous avions tout perdu, nous partîmes à minuit et, après seize heures de marche dans les neiges, des fatigues et des dangers incroyables, nous arrivâmes sains et saufs, femmes et enfants, au village de Biona dans le Val d'Aoste, donc dans les Etats du Roi de Sardaigne» (LR, p. 135).

Ainsi, la petite troupe de fugitifs, quittant les Haudères ou Arolla, gagne la partie supérieure du glacier d'Arolla et, par là, le col de Colon à 3120 mètres puis, par le glacier et la combe d'Oren, descend dans la partie supérieure de la Valpelline pour atteindre Bionaz, à vingt kilomètres au nord-est d'Aoste. Elle est composée de Casimir, de ses père et mère, de ses tante et oncle accompagnés de leurs deux filles d'une quinzaine d'années. Il y a enfin «l'abbé de Bouzonville, ancien directeur de la princesse Louise de Condé», dont Casimir parle plus loin dans son récit³⁶.

Casimir est sauvé, mais «dans un état affreux. L'éclat de la neige contre lequel je n'avais pu prendre aucune précaution m'avait entièrement brûlé le visage qui ne tarda pas à être couvert d'une croûte épaisse. Mes yeux se remplirent de sang et je perdis totalement la vue. Envoyer chercher un chirurgien à Aoste, que traversait alors l'armée française, eût été risquer de me faire découvrir. Je me confiai à la Providence et, à force de bains, je recouvrai peu à peu la vue, quoique, pourtant, elle soit demeurée affaiblie depuis lors» (LR, p. 136).

«Nos bons montagnards ne nous abandonnèrent pas. Plusieurs restèrent auprès de nous pour veiller à notre sûreté et nous faire traverser de nouveau les montagnes si elle avait été menacée. Nous reçûmes l'hospitalité chez un bon curé³⁷ qui avait une belle maison mais dont le revenu ne dépassait pas 300 f.» (LR, p. 136).

³⁵ Ce devrait être plutôt vers la mi-juin: prise de Sion le 17 mai, puis réaction de Casimir à sa «condamnation à mort», 21 jours d'errance et organisation d'un départ délicat.

³⁶ La princesse de Condé s'était retirée chez les Trappistines de Sembrancher, «dès l'automne 1797, sous le nom de sœur Marie-Josèphe» (A. DONNET, *op. cit.*, t. 1, p. 53).

³⁷ Pour l'anecdote, on peut noter que le Guide de la Suisse de Paul JOANNE, publié chez Hachette à Paris en 1909, soit cent-dix ans après le passage des Montvalon, signale, à sa page 109, au sujet de Bionaz : «On loge chez le curé». Certaines traditions sont tenaces...

Ainsi se terminent les années valaisannes de Casimir de Montvalon. L'historien sait bien qu'il ne faut jamais prendre à la lettre des mémoires, surtout lorsqu'ils sont rédigés trente ans après les événements. Malgré toutes les traverses qu'il a pu y connaître, on sent bien que Casimir garde un souvenir enchanté de son séjour à Sion, que bien des aspects présentés dans cet article justifient:

- sa jeunesse qui s'éloigne, les amitiés nouées, les premières amours;
- la découverte d'un pays d'une grande beauté et d'habitants accueillants;
- l'apprentissage de la maturité, à travers des occupations mercantiles, le goût des études prolongées (qui ne le quittera plus), la fréquentation des pouvoirs;
- un système politique et social, où s'unissaient le patriarcat, le patriciat et l'Eglise, dans une harmonie apaisante pour un émigré chassé de sa chère Provence par les ardeurs révolutionnaires et la contestation de sa caste et de ses convictions;
- une petite «*capitale aristocratique et paysanne*»³⁸ enfin, où il a fait bon vivre pour les Montvalon, entourés de compagnons d'armes, de pairs, d'amis.

Le mémorialiste se donne toujours le plus beau et le meilleur des rôles possibles, c'est la loi du genre, mais Casimir ne semble guère verser dans l'excès lorsqu'il évoque ses relations avec Monseigneur Blatter, Mangourit, le grand bailli ou le bourgmestre de Sion, ainsi que son comportement lors de la révolution de 1798. Ses jugements, certes marqués par son origine sociale, sont souvent pertinents.

Enfin, son *Livre de raison* permet d'avoir, de la ville de Sion à cette époque, une vision assez originale, présentée dans un style élégant et concis.

Son attachement pour le Valais n'était d'ailleurs pas feint, et il va le prouver cinq ans plus tard, puisqu'il y revient en 1803 lors de son retour en France, après un long séjour à Venise. C'est par ce court passage qu'il faut conclure.

* * *

Le 23 octobre 1803, Casimir de Montvalon quitte Venise avec un ami pour rentrer à Aix-en-Provence. Après Milan, «*M. de l'Épine désirait passer par Turin, je voulais, moi, revoir le Valais. Je visitai avec plaisir les magnifiques îles Borromées que je connaissais déjà*³⁹, mais que je voulus lui montrer...»

«*Ce qui me frappa d'admiration, ce fut le passage du Simplon. J'avais traversé cette montagne neuf ans auparavant, et n'avais pas osé rester sur le mulet destiné à me porter. Je parcourais maintenant une route magnifique, tantôt creusée dans un roc granitique, tantôt suspendue comme par enchantement sur des abîmes, et partout assez large pour que trois voitures puissent passer de front et marcher avec une étonnante rapidité, car la pente n'est jamais de plus de 3 pouces par toise. Jamais je n'admirai avec plus d'étonnement ce que peut produire le*

³⁸ Maurice ZERMATTEN, *Sion, capitale aristocratique et paysanne*, Neuchâtel, 1944.

³⁹ Les Montvalon sont allés, durant l'automne 1794, à Lugano où s'était installée une tante de Casimir, Julie-Polyxène (1735-1798), marquise des Rollands Réauville: «*Ce voyage à travers les sites les plus pittoresques du monde fut une source féconde de jouissances, quelque'incommodément que je le fisse, puisque ce fut toujours à pied*» (LR, p. 123).

génie et la puissance de l'homme. Qu'il eût été heureux pour la France et celui qui la gouvernait qu'il se fût borné à laisser de pareils monuments de sa grandeur!» (LR, p. 151).

Ce qui peut surprendre le lecteur, c'est que Casimir – qui fut pourtant militaire et qui a bien connu l'ardeur mise par Mangourit à intégrer le Valais dans un ensemble totalement dominé par la France – semble ne pas avoir réalisé que ce «monument de la grandeur» de Napoléon, cette «route magnifique», ne font que traduire concrètement ses vues stratégiques. Comme l'écrit R. Guyot, «l'intervention en Suisse était depuis longtemps une affaire décidée pour Bonaparte. Son objectif n'était pas de détruire un gouvernement aristocratique de plus, ni de venger des griefs politiques; c'était avant tout un objectif militaire: il voulait pouvoir disposer de la route du Valais et du Simplon pour ravitailler et secourir la République cisalpine»⁴⁰.

Casimir poursuit: «Je me retrouvai avec un vrai bonheur au milieu de mes bons Valaisans, qui me reçurent comme un frère. Je traversai Brig, séjournai un jour à Sierre chez mes amis, les comtes de Courten, un autre à Sion où je m'empressai de rendre mes devoirs au saint évêque. Il m'apprit que l'on était persuadé à Sion que j'étais rappelé par le gouvernement pour occuper une place éminente» (Ibid.).

«Il me dit que je devrais profiter de cette croyance pour essayer d'obtenir du grand baillif Augustini⁴¹ la liberté d'un de mes anciens amis, Monsieur Grégoire de Kalbermatten⁴², détenu depuis plusieurs mois pour opinions politiques. Je me hâtai de faire les démarches nécessaires, elles furent couronnées du plus entier succès et, le soir même, j'eus la satisfaction de rendre mon ami à sa femme et à ses enfants et de partager leur bonheur» (Ibid.).

⁴⁰ Cité par A. DONNET, *op. cit.*, t. 1, p. 22. Le 3 février 1798, Mangourit déclare (cynisme ou maladresse?) à la députation du Haut-Valais, venue à Saint-Maurice: «Le Valais est important pour la France en tant que poste militaire» (A. DONNET, *op. cit.*, t. 1, p. 120).

⁴¹ Antoine Augustini (1742-1823), qui fut en 1798 président du Sénat de la République Helvétique.

⁴² Il s'agit très probablement de François-Louis-Grégoire de Kalbermatten, né en 1768 (il a donc six ans de plus que Casimir), recensé en 1802 dans la maison *Glaviney 71*, où habite également sa mère, née Marie-Louise Barberini, veuve de Gabriel de Kalbermatten, qui fut bourgmestre de Sion en 1780-1782 (J. FAYARD DUCHÊNE, *op. cit.*, p. 417). Les Kalbermatten sont, selon le tableau dressé par J. FAYARD DUCHÊNE (p. 190), la famille la plus souvent présente aux grandes charges détenues par la bourgeoisie de Sion du XV^e au XVIII^e siècle.

Enfin, Casimir de Montvalon saisit l'opportunité de son séjour à Sion pour chercher à avoir des nouvelles de Rosalie, et «*Madame de Preux*⁴³, *une de nos amies, me montra une lettre qu'elle avait reçue de Mlle de Branges*». Mais la page est tournée, les souvenirs fanés, Casimir et Rosalie ne se reverront plus.

Casimir rentre en France, et c'est le 20 novembre 1803 qu'il franchit enfin la porte de sa maison d'Aix-en-Provence, après plus de treize années d'émigration. Il n'a pas trente ans, et jamais plus le Valais ne sortira de sa mémoire, ni de son cœur.

⁴³ Patience de Quartéry, née en 1744, veuve du capitaine Joseph de Quartéry, a épousé en 1770 Charles de Preux, capitaine au régiment de Courten au service de France, qui passe en 1796 au service d'Espagne. Leurs fils Charles et Augustin entrent également au service d'Espagne en 1796 et en 1801. Leur fille Charlotte épouse Benjamin de Nuce, né comme Casimir en 1774, qui passe, lui aussi, du service de France au service d'Espagne en 1796. Il est permis de penser que Charles, Augustin et Benjamin n'ont pas manqué de proposer à Casimir, en 1796, de se joindre à eux dans le régiment de Courten au service d'Espagne. Charles de Preux finira tragiquement: gouverneur de Séville et de Tolède, il sera fait prisonnier par les Anglais et mourra en Angleterre en 1809 (*Ibid.*, pp. 436 et 448).